

## Article

---

« Introduction »

John C. Tait

*Les Cahiers de droit*, vol. 27, n° 1, 1986, p. 99-100.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/042726ar>

DOI: 10.7202/042726ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

# Introduction

---

John C. TAIT \*

Dans la plupart des régions du monde, les populations autochtones constituent, au strict plan du nombre, des minorités. Et souvent même d'infimes minorités. À ce titre, leur sort est celui de tout autre groupe minoritaire, c'est-à-dire qu'il est assez rare que leurs préoccupations soient les mêmes que celles des États ou des provinces où ils vivent. Des mesures spéciales doivent être prises pour mettre leurs droits à l'abri des atteintes de la majorité.

Mais si on se place dans une perspective plus large, les peuples autochtones ne constituent pas vraiment une minorité. En effet, à la différence des autres groupes minoritaires, ils sont les descendants des premiers occupants des territoires sur lesquels ils se trouvent, ce qui leur confère des droits bien particuliers.

Au Canada, la situation spéciale des populations autochtones a une incidence directe sur les droits que celles-ci revendiquent. En ce qu'ils descendent des premiers habitants de ce pays, les peuples autochtones estiment que la Constitution devrait reconnaître le caractère distinctif de leur situation et de leurs droits. Du reste, la *nature* même des droits que ces peuples souhaitent voir inscrits dans la Constitution découle de leur qualité d'autochtones. Ceux-ci veulent en effet que la Constitution leur reconnaisse expressément le droit de disposer de leur propre territoire et de leurs propres institutions gouvernementales, ainsi que celui d'utiliser leur langue et de vivre selon leurs us et coutumes.

Mais si les peuples autochtones veulent que leurs droits particuliers soient inscrits dans la loi suprême du pays, c'est également pour que, dans certains domaines, la majorité ne puisse y toucher.

Ces deux buts, loin de se contredire, se complètent. En effet, pour ne prendre qu'un exemple, la population autochtone qui dispose d'un territoire et d'institutions gouvernementales qui lui sont propres constitue une majorité dans le cadre ainsi défini.

---

\* B.C.L. (McGill), sous-ministre adjoint, ministère de la Justice du Canada.

Dans notre pays, l'idée d'accorder à ces droits une valeur constitutionnelle ne s'est pas imposée sans difficulté. Dans le passé, les gouvernements ont parfois exprimé des doutes sur l'existence des droits des autochtones et ont parfois même rejeté carrément celle-ci.

Mais cette période est heureusement révolue. Au prix d'efforts considérables, les peuples autochtones sont parvenus à faire reconnaître et confirmer dans la Constitution leurs droits existants, que ces derniers soient ancestraux ou issus de traités.

Moreover, the definition and identification of these rights in the Constitution is a national priority, with two meetings of the First Ministers of the federal government and provincial governments being held with representatives of the aboriginal peoples over the next two years on the subject. Two meetings of First Ministers have already been held and the first led to changes to the Constitution supported by aboriginal leaders.

Progress is slow, slower than the participants would like, and Professor Brun will talk to us on how much needs to be done in the key area of land rights. But progress is being made. Also important, aboriginal groups are going to court to protect their rights, based in part on the language already in the Constitution.

It must be added that aboriginal peoples in Canada benefit from the same rights and freedoms as all Canadians, whether they be democratic rights, fundamental freedoms and liberties, legal rights, or equality rights. This protection has been partly responsible for the initiatives to remove sexual and cultural discrimination from the *Indian Act*, now the subject of a Bill before the House of Commons.

It must also be said that means of ensuring that aboriginal peoples do not in fact endure worse social and economic conditions than other Canadians when they choose to exercise their special rights and live in their communities have not as yet been found in many cases.

Ensuring true equality of opportunity is part of the national quest at present, but as Professor Humphrey suggested yesterday, positive rights are clearly part of the answer, not just protection from discrimination. Such positive rights include not only rights relating to original use and occupancy of the land, but also new rights such as those included in modern-day land claims settlements, where there are special provisions respecting education, to mention only Professor Humphrey's example.

Much remains to be done in Canada but much is possible. The aboriginal peoples have been able to use their powers of persuasion and their political skills in this open and democratic society to move us along a path that recognizes in the Constitution, and will strengthen, their special place in Canadian society.